

"Les Neuf pourront-ils relancer l'Union économique et monétaire?" dans 30 jours d'Europe (Juin 1978)

Légende: En juin 1978, le mensuel 30 jours d'Europe souligne l'importance du Conseil européen de Brême des 6 et 7 juillet pour la relance du processus d'Union économique et monétaire (UEM).

Source: 30 jours d'Europe. dir. de publ. FONTAINE, François ; Réd. Chef CHASTENET, Antoine. Juin 1978, n° 239. Paris: Service d'Information des Communautés européennes. "Les Neuf pourront-ils relancer l'Union économique et monétaire?", p. 5-6.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_neuf_pourront_ils_relancer_l_union_economique_et_monetaire_dans_30_jours_d_europe_juin_1978-fr-e9fa53c7-f824-4e09-8c8e-b39d8572daa1.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

Le mois prochain à Brême

Les Neuf pourront-ils relancer l'Union économique et monétaire?

Les semaines qui nous séparent de la réunion à Brême, les 6 et 7 juillet, du prochain Conseil européen, sont d'une importance capitale pour l'avenir de la Communauté. En effet, conformément aux directives données par les chefs de gouvernements en avril à Copenhague, les Européens auront à mettre sur pied « une stratégie commune portant sur les questions économiques et monétaires, l'emploi, l'énergie, les échanges, les questions industrielles et les relations avec le monde en développement » afin de redresser les tendances actuelles de la conjoncture et, en même temps, de « faciliter l'acheminement de la Communauté vers l'Union économique et monétaire ».

Les Neuf parviendront-ils à réaliser ce « bond en avant » lorsqu'ils se retrouveront à Brême huit jours avant le décisif Sommet occidental de Bonn? D'ici là, de nombreuses réunions des ministres européens des Affaires étrangères, des Finances, des Affaires sociales, de l'Énergie vont préparer le grand rendez-vous de juillet. Elles devront ouvrir la voie à des progrès significatifs, sans quoi les conséquences d'une carence européenne se feront sentir dans chacun de nos pays.

Toutes les valeurs économiques sont à réviser

De quoi s'agit-il? Pour le comprendre, il faut rappeler qu'il existe une différence capitale entre la situation économique d'aujourd'hui et la forte croissance « facile » à laquelle les Européens se sont si bien habitués au cours des dernières décennies.

Le climat économique mondial s'est considérablement modifié et la Communauté européenne, qui dépend plus que toute autre puissance commerciale des échanges internationaux, en est profondément affectée. Nos valeurs économiques traditionnelles sont pratiquement toutes en cours de révision.

D'abord, le système monétaire mondial tel que nous l'avons connu pendant les vingt-cinq années de *Bretton Woods* n'existe plus. Le dollar en déclin n'est plus à même d'assurer seul le rôle de support des accords monétaires mondiaux.

Ensuite se pose le problème de l'inflation, qui continue à menacer des régions essentielles de la Communauté. Dans la période qui a suivi les augmentations du prix du pétrole de 1973, certains pays européens ont presque appris à vivre, dans la précarité et la prodigalité, avec un taux d'inflation à deux chiffres. La situation s'est certainement améliorée, mais la fragilité de la situation économique globale continue de faire peser la menace de soudaines hausses de prix.

En outre, le chômage a augmenté partout. On compte actuellement 6,5 millions de chômeurs dans la Communauté, dont 40 % âgés de moins de vingt-cinq ans. Du fait de la situation démographique particulière de l'Europe des Neuf, le nombre total des jeunes qui arriveront sur le marché de l'emploi au cours des six prochaines années sera de 9 millions supérieur à celui des travailleurs qui le quitteront. Cinq ans après, il n'est plus possible de rejeter sur la seule crise déclenchée par l'augmentation des prix du pétrole la responsabilité de l'inflation, du chômage et de la faiblesse de notre économie: le caractère des problèmes auxquels l'Europe se trouve actuellement confrontée n'est pas passager.

La division internationale du travail

Enfin, la Communauté doit faire face à des problèmes aigus en ce qui concerne la division internationale du travail. Il est pour elle d'un intérêt primordial qu'un système d'échanges mondiaux ouvert soit maintenu et développé. Sa dépendance à l'égard du commerce extérieur est bien supérieure à celle des États-Unis (14 % du PIB européen contre 8 % du PIB américain). De plus, les Européens manifestent un intérêt tout particulier pour le tiers monde, tant sur le plan politique que commercial: proportionnellement, nos échanges sont bien plus nombreux avec les pays en développement qu'avec les États-Unis ou le Japon.

C'est avec le tiers monde et les pays d'Europe qui ne font pas partie de la Communauté que les échanges des

Neuf sont excédentaires, et c'est grâce à ce facteur que la balance commerciale de la Communauté est à peu près équilibrée, malgré le déficit substantiel de nos échanges avec les deux autres grands pays industrialisés et les pays de l'OPEP. Pourtant, l'Europe est très vulnérable en matière de compétitivité, non seulement par rapport au Japon et à d'autres pays d'Extrême-Orient qui ont progressé dans son sillage, mais aussi par rapport aux « poches d'industrialisation » dans le tiers monde proprement dit.

Le répit qui a pu être ménagé en Europe à un certain nombre d'industries menacées doit être rapidement mis à profit si l'on veut que s'effectue leur restructuration, même si celle-ci implique une perte d'emplois. Mais il faut choisir: c'est ou la restructuration, ou la perte définitive de compétitivité.

Tous ces défis se présentent à l'Europe alors que la cohésion même de la Communauté paraît menacée. En effet, les écarts entre les économies des Neuf ont augmenté plutôt que diminué: de 1974 à 1977, nos pays ont connu des taux de hausse des prix qui s'échelonnent entre 95 et 100 %, et des taux de croissance de -1 à +10 %.

La nécessité d'une action concertée

Plus que jamais, la solution de ces graves problèmes auxquels tous les pays de la Communauté se trouvent confrontés — chômage, inflation, désordre monétaire, protectionnisme dans les échanges mondiaux, problèmes énergétiques et industriels — implique une discipline commune et une véritable solidarité. Plus que jamais, une action concertée au niveau communautaire s'avère indispensable. C'est là, en partie, la conséquence des succès éclatants de la politique d'intégration européenne.

L'interpénétration de nos économies est aujourd'hui une réalité (plus de la moitié de nos exportations se font vers d'autres pays du Marché commun) et aucun de nos pays ne peut se retrancher derrière ses frontières nationales, accorder des aides nationales par-ci, tenter de restructurer un secteur industriel par-là. Aucun des Neuf, même le plus fort, ne peut prétendre qu'il est possible, dans notre Communauté, de préserver une oasis de stabilité et de prospérité sur un continent instable.

Voilà pourquoi la Commission européenne a préconisé une relance de l'Union économique et monétaire. Cette « relance » exige que les Neuf renforcent leur politique commune, adoptent une discipline monétaire commune et des orientations communes de leurs politiques industrielle et énergétique, avec d'importantes conséquences sur les relations politiques et économiques de la Communauté avec le reste du monde.

Une nouvelle monnaie internationale

Il est clair, par exemple, que le dollar ne peut plus aujourd'hui supporter seul les charges et les responsabilités que lui impose sa position d'unique monnaie d'échange internationale. Comme le déclarait récemment M. Jenkins, président de la Commission européenne, *« le poids de la Communauté dans son ensemble est bien supérieur à son influence sur le plan monétaire. La Communauté a la puissance économique requise pour créer une nouvelle monnaie internationale, une monnaie de remplacement solide. La Communauté a la dimension idéale pour une entreprise de ce type et, de par son poids — nous sommes la plus grande puissance commerciale du monde —, elle contribuerait à doter le système monétaire international d'une stabilité nouvelle »*.

« D'ici le prochain Conseil européen à Brême, nous voulons concevoir pour l'activité communautaire des dimensions nouvelles dans la perspective à plus long terme de l'union économique et monétaire, ajoutait M. Jenkins. Selon moi, nous devrions d'abord nous efforcer d'améliorer la stabilité des taux de change entre les monnaies des États membres et, donc, faire en sorte de disposer d'une base plus solide pour mener une politique des taux de change plus efficace vis-à-vis des pays tiers. Pour cela, la Commission européenne estime qu'il serait nécessaire d'étendre le système communautaire des taux de change au-delà du serpent, de donner une dimension nouvelle à l'utilisation de l'unité de compte européenne, d'élargir les fonctions et d'accroître les ressources du Fonds de coopération monétaire ».